

Des députés libéraux veulent refédéraliser des matières

La proposition est à contre-courant de l'évolution institutionnelle du pays et à 180 degrés de ce que la N-VA, le parti le plus puissant du Royaume, préconise. Pourtant, deux députés libéraux, un MR qui siège au parlement wallon, Christophe Dister, et un député fédéral VLD, Tim Vandenput, veulent lancer le débat d'une refédéralisation de certaines compétences.

Pour eux, le constat est simple. « *La maison Belgique fonctionne mal. On a dépouillé l'Etat fédéral, notamment pour des raisons symboliques* », explique Christophe Dister. Les deux députés libéraux plaident donc en faveur d'une meilleure efficacité dans la répartition des compétences. Des exemples ?

La mobilité, le commerce ex-

térieur, l'énergie, l'environnement... Et ainsi tourner le dos à « *un fédéralisme belge en crise et totalement inefficace* ».

Du côté du VLD, cette vision est même poussée par le vice-Premier ministre Alexander De Croo. Avec cette volonté de se concentrer sur la recherche de solutions efficaces plutôt que de s'enfermer dans du dogmatisme. ■

« Refédéralisons des compétences »

INSTITUTIONNEL Christophe Dister (MR) et Tim Vandenput (VLD) lancent le débat

- Les deux députés proposent leur Plan BE, « pour que l'idée soit discutée au sein de nos partis ».
- Leur objectif : réorganiser l'Etat, pour qu'il soit plus efficace.

Ils veulent « *réorganiser l'Etat belge, via une nouvelle répartition des compétences* » et proposent, notamment, de refédéraliser certaines matières. Christophe Dister (MR, député wallon) et Tim Vandenput (Open VLD, député fédéral) présentent leur démarche conjointe comme celle de deux libéraux, que l'expérience de chefs d'entreprises « *pousse à chercher l'efficacité* ». Les deux hommes sont aussi voisins, respectivement bourgmestre de Hoeilaert et La Hulpe. Leur « Plan BE » est, clament-ils, « *le fruit de longues discussions* » ; en le rendant public, via les colonnes du *Standard* et du *Soir*, ils espèrent provoquer le débat, sur la scène politique en général, au sein de leur parti en particulier.

Les deux élus partent d'un

constat : « *La maison Belgique fonctionne mal. On a dépouillé l'Etat fédéral, notamment pour des raisons symboliques*, regrette Christophe Dister. *Le débat entre régionalistes, communautaristes et fédéralistes est un débat du passé, dont les citoyens se foutent complètement. Les Belges se moquent de savoir qui exerce les compétences, ils veulent que ça fonctionne.* » Tim Vandenput résume : « *Le plan A, c'était le démantèlement de l'Etat fédéral, il a atteint ses limites. Il est temps de passer au Plan BE.* » Que ses deux auteurs ne conçoivent pas uniquement comme une vaste entreprise de refédéralisation. « *On veut en fait remettre tout le système à plat*, explique le député MR. *Et confier chaque compétence à un seul niveau de pouvoir, celui où elle sera exercée le plus efficacement.* »

Pour les deux élus, le bât institutionnel blesse en effet surtout lorsqu'une matière est éclatée entre plusieurs niveaux de pouvoir. Et de citer de très nombreux exemples d'incohérences à la Belge. « *La mobilité!*, dénonce le bourgmestre de La Hulpe. *Les Régions sont compétentes pour les bus, le fédéral pour les trains, du coup, le bus*

n'attend pas le train. Et pour les avions, c'est un peu le fédéral, un peu les Régions. Quand, en plus, à cause de majorités asymétriques, on a des gouvernements qui ne se parlent pas, il n'y a aucune cohérence entre les politiques, en l'occurrence, aucune intermodalité. Pour nous, le fédéral pourrait être seul responsable. »

Son homologue de Hoeilaert évoque, lui, la Forêt de Soignes, « *qui, avant, était gérée par le fédéral, avec une seule administration. Aujourd'hui, il y en a trois, ce qui suppose trois fois plus de personnel, trois signalisations différentes, ce qui est ridicule pour les promeneurs...* » Parmi les autres domaines visés par un éventuel retour au fédéral : le commerce extérieur, l'énergie, l'environnement...

« *Quand un représentant de la Flandre est reçu par un sous-sous-secrétaire d'Etat aux Etats-Unis, cela n'a pas de sens*, poursuit Christophe Dister. *Et, à la veille de la Cop 21 à Paris, quel spectacle a-t-on donné en étant incapable de s'entendre*

« *La maison Belgique fonctionne mal. On a dépouillé l'Etat fédéral* »

CHRISTOPHE DISTER, DÉPUTÉ WALLON MR

entre niveaux de pouvoir belges ! » Autant de cas qui plaident, selon lui, pour une marche arrière institutionnelle. « *Pendant de nombreuses années, on a toujours fait des réformes de l'Etat qui allaient dans la même direction : du fédéral vers les Régions et Communautés. Nous disons qu'on peut aujourd'hui réfléchir à évoluer dans les deux sens. Mais, par contre, lorsque cela fonctionne à un niveau régional ou communautaire, on n'y touche pas*, expliquent les deux libéraux. *L'enseignement doit rester aux Communautés, l'urbanisme aux Régions.* »

Le Plan BE trace encore d'autres pistes, très générales, sans beaucoup de précisions : fusion des institutions régionales et communautaires (les gouvernements, cabinets, parlements, administrations), réduction du nombre de mandataires, simplification administrative, réinvestissement dans les infrastructures publiques (routes, rail, aéroports...) ou encore transfert de compétences à l'Europe (contrôle des frontières ou Défense).

Tout cela pour tourner le dos à notre organisation institu-

tionnelle « lente, complexe et chère », insiste Tim Vandenput. « Notre fédéralisme belge est en crise, il est totalement inefficace, mais, en plus, nous traversons une crise économique profonde depuis plusieurs années. On ne va pas faire revenir la crois-

sance en taxant les gens, mais en gérant l'Etat de manière plus efficace », renchérit Christophe Dister. Le tandem assure avoir discuté avec d'autres élus de leur parti, « et on voit bien que l'idée gagne du terrain. » ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

MR

Une démarche personnelle

Les deux élus ne s'en cachent pas : l'initiative n'émane que d'eux, de leurs conversations de voisins de frontière linguistique. A telle enseigne que le bourgmestre de La Hulpe... n'avait même pas eu le temps de prévenir

son président de parti. Une faute de débutant ? « On avait prévu de communiquer en juin mais, avec le Brexit, on avait finalement reporté ça à la rentrée », confesse Christophe Dister. Entre-temps, la N-VA a, de nouveau, relancé la machine à idées institutionnelle et le débat sur la répartition des compétences a rebondi en ce mois de juillet à l'actualité

politique plutôt morne. Pas étonnant que le VLD ait voulu imprimer sa marque, l'une des seules qui le distingue nettement des nationalistes flamands : Gwendolyn Rutten assume un modèle fédéral, que Bart De Wever veut faire exploser en confédéralisme. Avenue de la Toison d'Or, passé le premier moment de surprise quant à l'ini-

tiative de l'élus brabançon, on répète ne pas être demandeur d'une septième réforme de l'Etat. Et pour cause : Charles Michel et, avec lui, tous les partis de la suédoise se sont engagés à ne pas parler de communautaire (donc d'institutionnel) sous cette législature, ce n'est bien sûr pas le MR qui va manger sa parole. Mais si, d'aventure, des

revendications institutionnelles s'imposent à la table des négociations gouvernementales, en 2019, les libéraux francophones pourraient alors mettre la refédéralisation de certaines compétences sur la table. Exemples le plus souvent cités en haut lieu : l'énergie, le commerce extérieur, les maisons de justice...

V.L.A.

Alexander De Croo « Une initiative positive »

ENTRETIEN

Le vice-Premier libéral flamand (VLD) pousse à recentraliser certaines compétences dans le pays. Il l'avait fait lundi en interview en marge de la fête de la Communauté flamande (*Le Soir* de mardi). Il a précisé son propos mercredi dans *L'Echo*, il complète aujourd'hui...

Recentraliser, pourquoi ?

Je ne suis ni un nationaliste flamand ni un nationaliste belge, et je me concentre sur la recherche de solutions efficaces, dans l'intérêt de nos concitoyens... Ce ne sont pas des mots en l'air. C'est la volonté d'opposer le pragmatisme au dogmatisme. C'est clairement mon option. On doit simplifier et améliorer beaucoup de choses dans beaucoup de domaines.

Lesquels ?

Prenez la Mobilité : les problèmes d'accès à l'aéroport sont hallucinants, les files de voitures ne s'arrêtent pas à la frontière linguistique, c'est insupportable. Même chose pour le

Climat, où on se divise entre fédéral et Régions, c'est assez lamentable. Je pense aussi au Commerce extérieur, à la Sécurité... On doit travailler ensemble, réorganiser, c'est une nécessité. Dans tous les domaines, on essaie de "smartphoniser" les choses, de simplifier la vie des gens, et les pouvoirs publics, eux, vont dans l'autre sens, ils compliquent...

Votre parti fera campagne là-dessus ?

Tout cela est à l'état de réflexion chez nous, nous avons ce débat, il y a un groupe de travail constitué à cet effet. C'est tout à ce stade, mais il y a une volonté d'avancer dans ce sens, c'est manifeste. L'initiative des députés Vandenput et Dister est positive.

Pour recentraliser, donc refédéraliser, il faudra une nouvelle réforme de l'Etat.

Nous n'en sommes pas là, c'est trop tôt, nous n'avons pas encore traduit ces préoccupations dans le domaine politique, mais nous disons qu'il faut cesser d'éviter la discussion sur des choses aussi essentielles et évidentes.

Il n'empêche : c'est ouvrir la boîte de Pandore...

Quoi, c'est mieux de malmener

notre aéroport, de voir grossir les bouchons, de se faire montrer du doigt à Paris parce qu'on n'est pas d'accord entre nous sur le Climat ?

Nous devons refaire fonctionner correctement ce pays dans toute une série de domaines, en recentralisant certaines compétences.

Ce n'est pas l'avis de Geert Bourgeois et de la N-VA... Eux aussi, des gens qui comptent en Flandre...

Je ne veux pas me positionner par rapport à l'un ou l'autre parti, ce n'est pas le moment, mais je dis que les gens en ont un peu marre des discours qui divisent et des dogmatismes. On verra. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI